

Rentrée politique



Un agenda chargé attend le Parlement

hongrois

La première tâche des députés, lors de la prochaine rentrée parlementaire, sera de voter le budget 2010 qui prévoit une réduction du déficit public à 3,8%. Le gouvernement de Gordon Bajnai entend ainsi se rapprocher des 3,5% fixés par Bruxelles mais aussi respecter la feuille de route fixée par le FMI. Ainsi, si des ressources plus importantes seront consacrées à la sécurité et à la création de nouveaux emplois, le financement d'autres secteurs, notamment la santé et l'éducation, reste problématique.

La tâche primordiale du Parlement hongrois, qui se réunira le 14 septembre pour la première fois après deux mois de pause estivale, sera d'adopter le budget pour l'année 2010. Mais une session extraordinaire du gouvernement aura déjà lieu le 11 septembre lors de laquelle il compte adopter en première lecture le projet de budget pour l'année prochaine. Mais jusqu'à cette date, de nombreuses rencontres de coordination et d'ajustement auront encore lieu au sein des différents comités économiques et budgétaires du Parlement. Le but majeur de ce budget sera de réduire le déficit budgétaire à 3,8%. Les 26 et 27 août, six groupes de travail se sont réunis, comprenant les représentants des ministères concernés, dans un seul et même but: élaborer une tactique efficace afin de réduire et de maintenir le déficit public. Dans la lettre d'intention que le gouvernement hongrois a envoyé au Fonds Monétaire International (FMI), c'est cet objectif qui était indiqué et pour le réaliser

une baisse des ressources de nombreux ministères, des collectivités locales (120 milliards HUF) et du secteur des transports (70 milliards HUF) y est mentionnée comme nécessaire. En revanche, par rapport à l'an dernier, des ressources plus importantes devraient être consacrées à la sécurité publique et à la création de nouveaux emplois.

Parmi les questions qui restent ouvertes figure le financement de plusieurs secteurs publics: celui des collectivités locales, du secteur de la santé publique, de l'éducation nationale, des transports et de l'emploi. Le 29 août, la direction du groupe parlementaire du parti socialiste a donné son accord pour le financement de ces domaines ainsi le groupe des députés socialistes a-t-il pu finaliser son projet le 31 août. Le Premier Ministre, Gordon Bajnai, assistait à ces deux réunions. Selon les attentes du gouvernement, le budget de l'année 2010 pourrait être adopté dans son intégralité fin novembre.

Le SZDSZ n'a eu qu'une seule exigence lors des négociations du budget, à savoir les réductions d'impôts. Le chef du groupe parlementaire du parti libéral, János Kóka, rappelait qu'au printemps dernier, le Parlement a adopté une loi selon laquelle l'impôt sera à taux unique et l'impôt sur le revenu de 17%. Le plafond de ce taux sera de 5 millions de HUF en 2010 et de 15 millions HUF en 2011. Par ailleurs, le SZDSZ soutient le gouvernement dans sa politique anti-crise, notamment la réduction des dépenses au détriment des municipalités et sa réforme ferroviaire. Le SZDSZ tenait également à souligner l'importance de l'intégration de la population tzigane dans la société hongroise et la mise à niveau des régions défavorisées.

Selon une grande partie des experts en économie, le projet de budget du gouvernement fragilise la situation des hôpitaux et des petites pharmacies. Une baisse des ressources de 10% est en effet prévue dans ce secteur, ce qui pourrait lui être fatal sans une restructuration globale (lire article page 7). Le secteur de la santé publique subirait en effet un manque à gagner de 157 milliards de HUF par rapport aux années précédentes.

Un autre chapitre important sera probablement discuté lors des sessions automnales du Parlement, notamment la question de la double nationalité qui, en 2004, avait été refusée par la majorité de la population hongroise lors d'un référendum. Selon Zsolt Németh (FIDESZ) les négociations multipartites sont déjà en cours depuis un certain temps et cette question sera très probablement traitée par le Parlement en automne. L'opinion du ministre des affaires étrangères, Péter Balázs, est qu'une

double nationalité ne pourra être attribuée qu'à titre individuel et que cela ne pourrait en aucun cas résoudre un problème collectif. Le MSZP est en revanche favorable à l'attribution d'un "statut hongrois" à des minorités hongroises vivant à l'extérieur des frontières du pays et il s'engagera à ce qu'une loi soit créée pour ces minorités. Ce statut symboliserait l'appartenance à la nation hongroise, il rendrait possible l'identification sentimentale et résumerait les avantages déjà existants.

Enfin, il y aura quelques nouveautés dans la composition du Parlement lors des sessions automnales car le groupe parlementaire du MDF n'existe plus et des questions se posent concernant le sort de celui du SZDSZ. Malgré ces incertitudes, le MSZP a tout de même réussi à s'assurer la majorité nécessaire pour l'amendement des lois fiscales et il est également confiant concernant l'adoption du budget.

Bálint Seres

•
Catégorie
Agenda Culturel